

LA VOIE ROYALE VERS LA PROMOTION... ET VERS L'EXODE :
Le rôle du cours complémentaire de Lomé dans la formation des élites
togolaises et la place des ressortissants du Sud-Est (1922-1945)

Yves MARGUERAT
IRD (ex-ORSTOM), Bondy
France

On sait que, traditionnellement, dans la plus grande partie du Togo (comme dans la presque totalité de l'Afrique), la position sociale de chaque individu était strictement déterminée par son âge et son lignage¹. L'originalité des peuples du littoral togolais, ceux qui avaient évolué au contact du commerce transatlantique, en particulier à Aneho et dans ses environs, était, au XIX^e siècle et aux tout débuts de la période coloniale, que les élites y devaient leur position dominante à leur richesse, fondée sur le négoce, les plantations, la propriété foncière... Au cours du XX^e siècle, ce sont de plus en plus les diplômes qui vont devenir déterminants dans l'accès aux fonctions supérieures, et donc l'école la voie royale de la promotion sociale. A Aneho, on en avait compris exceptionnellement tôt l'importance (rappelons que le vieux George Lawson "Ier" avait de son propre chef fondé une école moderne dès 1842-43²). Dès que les missions, puis l'administration coloniale ouvrirent des écoles³, les enfants ambitieux s'y sont précipités⁴. Mais Aneho, qui avait perdu en 1897 ses fonctions de capitale du Togo, pourrait-elle offrir les débouchés adéquats à ses nouvelles élites ?

I - DE L'ECOLE PRIMAIRE A L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SUPERIEUR

L'administration allemande avait pratiquement abandonné aux missions chrétiennes la charge de l'éducation des Togolais : en 1914, seules trois écoles officielles⁵ et plus de 330 écoles missionnaires diffusaient l'enseignement primaire au Togo, presque exclusivement dans le Sud et essentiellement en éwé

¹ Et, cela va sans dire, son sexe.

² Selon le témoignage du pasteur Freeman, qui lui a rendu visite en mars 1843. Effectivement, au moment des négociations des années 1884, on voit que les Lawson parlent et écrivent en grand nombre en anglais (ainsi, ils sont nombreux à signer les pétitions, alors que les autres alignent surtout de simples croix).

³ Les missionnaires catholique à Adjido (l'Administration leur ayant interdit de concurrencer les méthodistes à Aneho même) en 1893, l'Administration à Zébé en 1897 (sous une forte pression des notables de la ville, qui n'hésitèrent pas à contribuer financièrement à sa réalisation).

⁴ Voir par exemple comment le tout jeune Boniface Foli, très fier de son ascendance royale guin, fait en 1893 le choix raisonné de devenir l'un des premiers élèves de la mission catholique et surtout l'un de ses recruteurs les plus efficaces auprès des adolescents de son âge ("*Les Allemands sont maintenant dans le pays, et il vaut mieux apprendre leur langue*", explique-t-il publiquement pour convaincre les parents). Cf. son récit in *Onze autobiographies d'Africains* (chapitre II), de Diedrich Westermann (Berlin, 1938, réédition en français dans les "Chroniques anciennes du Togo" sous presse à Lomé, ici pp. 62-71).

⁵ Ancho-Zébé, Lomé et Sokodé, avec respectivement 148, 133 et 21 élèves.



(partiellement en allemand à partir de 1905). Certains élèves pouvaient éventuellement compléter leur formation dans les écoles techniques de Lomé (la catholique pour les professions manuelles, l'officielle pour les fonctions d'employés de bureau). Mais, par principe, il était hors de question de permettre aux Togolais un enseignement général plus poussé¹.

Remplis de certitudes et de bonne conscience quant à leur vocation de civilisateurs, conçue comme le devoir d'assimiler les indigènes au seul modèle culturel qu'ils apportaient avec eux, les Français croyaient beaucoup en la scolarisation (bien sûr toute en langue française)². Ils s'efforcèrent de la répandre le plus largement possible, en couvrant tout le pays d'un réseau progressivement densifié d'écoles élémentaires dans les villages et surtout, dans les chefs-lieux administratifs, d'écoles régionales donnant aux meilleurs élèves un enseignement qui allait jusqu'au prestigieux certificat d'études primaires, dont le premier examen fut organisé à Aneho en 1920 (il y eut alors sept lauréats)³.

La réponse des populations à cette offre de scolarisation fut diverse, en général d'autant plus fortement réticente que l'on s'éloignait de la côte : dans bien des cercles de l'intérieur, l'une des obligations tacites des chefs qui s'étaient mis au service du colonisateur -et qui se devaient donc de donner en tout l'exemple de l'obéissance- fut d'envoyer quelques uns de leurs fils à l'école des Blancs⁴. Mais, parmi les gens du littoral, depuis longtemps convaincus de l'utilité de la scolarisation comme moyen de promotion sociale, la demande d'école était très forte. Dès 1915, les autorités militaires françaises avaient ouvert à nouveau l'école officielle de Zébé, alignée sur le programme scolaire en usage au Dahomey voisin. Mais, pendant la première guerre mondiale⁵ et dans les années qui la suivirent, les nouveaux maîtres du pays furent considérablement gênés par le manque chronique de maîtres disponibles, même en prélevant sur la fonction publique du Dahomey quelques instituteurs indigènes proches des Togolais, comme Romuald Johnson, qui jouera plus tard un grand rôle dans l'enseignement du Togo (où il fera souche). En pays guin-mina, à mesure que les moyens le permirent, les élèves se pressèrent encore plus nombreux dans l'école française⁶ que dans celle des prédécesseurs : 170 élèves en 1918⁷, 500 en 1921, 610 l'année suivante...

Dans ce nouveau territoire colonial où pratiquement personne ne parlait leur langue, les Français avaient un besoin urgent de cadres subalternes autochtones (commis d'administration, instituteurs, employés de la poste et des chemins de fer...), d'autant plus qu'il leur fallait concurrencer la séduction du modèle anglais, qui dominait à Lomé et dans la riche région cacaoyère de Kpalimé. Ils devaient donc

¹ Que ceux-ci allaient donc chercher dans les territoires voisins, plus ouverts dans ce domaine.

² En fait, partout, cette assimilation n'a concerné qu'une toute petite élite.

³ Dont on ignore malheureusement les noms. par la suite, l'examen aura toujours lieu à Lomé.

⁴ D'où la forte proportion de ces fils de chefs dans les toutes premières élites issues du Nord (phénomène qui reste à étudier de près).

⁵ Aneho est occupée sans coup férir dès le 8 août 1914, et retrouve très vite sa tranquillité coutumière.

⁶ Réinstallée à la fin de la guerre (date exacte et motivation inconnues) dans le noble bâtiment de l'hôpital Nachtigal, face à l'océan, qui a gardé cette fonction scolaire jusqu'à nos jours.

⁷ L'effectif de l'école de Zébé en 1914. Sur tout ceci, voir Marie-France Lange : *L'école au Togo. Processus de scolarisation et institution de l'école en Afrique*. Paris, Karthala, 1998, 337 p. (ici p. 87).

aller rapidement plus loin dans la formation d'élites locales façonnées selon leur modèle, et dont ils pensaient qu'elles leur seraient naturellement toutes dévouées (on verra que, de ce côté-là, ils seront fort déçus). Le gouverneur Bonnacarrère -celui qui, au cours de ses presque dix ans de pouvoir, a le plus façonné le Togo français- ouvrit donc à Lomé¹, à partir de septembre 1922², un "cours complémentaire" (appelé par la suite "école primaire supérieure", ce qui signifie un changement de statut des enseignants, non des enseignés). Cet établissement -unique au Togo pendant un quart de siècle- dispensait une formation de type secondaire (mais sans langues vivantes) en deux ans, puis en trois. On y entraît sur concours national, ouvert aux lauréats du certificat d'études. Les élèves (en moyenne, une vingtaine par promotion) y vivaient en internat, complètement pris en charge par l'Administration. A la sortie, les meilleurs éléments passaient un concours leur permettant d'être envoyés aux prestigieuses "écoles fédérales" de l'AOF, au Sénégal, pour devenir en particulier instituteur titulaire ou médecin "africain"³.

L'Administration, quelque peu humiliée que la riche famille Sanvee d'Aneho eût pris d'elle-même, en 1926, l'initiative d'envoyer l'un de ses enfants⁴ poursuivre de véritables études secondaires en France, y dépêcha à son tour l'année suivante un lauréat de la promotion 1925-27, Robert Ajavon (lui aussi fils d'un grand notable d'Aneho), puis trois autres en 1928 : Anani Santos, André Akakpo et Nicolas Grunitzky⁵. Tous les quatre obtiendront leur baccalauréat en 1931 et continueront des études supérieures ; ils reviendront de France docteurs en médecine pour Ajavon et Akakpo, Santos avocat et Grunitzky ingénieur des travaux publics. On sait qu'après la guerre, les quatre anciens condisciples feront tous de la politique au plus haut niveau (sur des positions violemment opposées), et deviendront parlementaires, ministres, ambassadeurs...

Mais cette démarche volontariste de Bonnacarrère ne put être poursuivie pour deux raisons majeures : d'une part, de tels étudiants coûtaient cher au Territoire, dont les ressources commençaient à fléchir ; d'autre part, ils posaient un problème politique sérieux à la société coloniale, car, revenant avec des diplômes que la plupart des Blancs du Togo n'avaient pas, de tels indigènes auraient alors nécessairement autorité sur des colonisateurs, ce que ceux-ci ne pouvaient alors

¹ Installé à l'origine dans le bâtiment à deux classes que les Allemands avaient édifié en 1912 comme école professionnelle officielle (l'actuelle SNI). Bonnacarrère fit construire en 1927-28 un édifice plus vaste et plus majestueux, qui portera son nom à partir de 1953, quand il sera devenu le premier lycée du Togo (c'est aujourd'hui le siège de l'Ecole nationale d'Administration). Pour l'histoire de cet ancêtre de l'actuel lycée de Tokoin, voir l'entretien avec M. et Mme d'Almeida, in *Si Lomé m'était contée...* tome III (1996), pp. 97-116.

² Officiellement créé dès 1921, mais on n'a pas de traces d'un fonctionnement réel avant 1922.

³ Formés en quatre ans, sans doctorat. Ils furent en général des praticiens très appréciés sur le terrain. Beaucoup, en Afrique française, feront ensuite de la politique, à commencer par Félix Houphouët-Boigny. L'école William-Ponty, qui formait les instituteurs pour l'AOF, a vu passer sur ses bancs un grand nombre des leaders africains des années de l'Indépendance. L'école des sages-femmes (où les premières jeunes Togolaises arrivent surtout à partir de 1930) se contente du certificat d'études. Par la suite, ces écoles fédérales vont se diversifier, mais ce sera surtout après la seconde guerre mondiale.

⁴ Robert Sanvee, de la promotion 1922-24, qui ne réussira pas son baccalauréat. Il deviendra quand même un fonctionnaire important du tribunal de Lomé.

⁵ Tous de cette même promotion 1925-27, classés à la sortie respectivement 1er, 4ème et 7ème ; Robert Ajavon avait été 18ème (et dernier).

admettre¹. La formation des cadres africains atteignait ainsi ses limites, et l'enseignement primaire supérieur, avec ses extensions dakaroises, resta donc l'horizon ultime offert aux jeunes Togolais de l'époque.

Malgré de telles limitations, cette formation fut pour beaucoup le tremplin d'une carrière d'envergure nationale : le cours complémentaire, que les Loméens appelaient avec fierté le "Petit Dakar", a été la principale pépinière² pour les élites togolaises qui arriveront aux affaires à la fin de l'époque française et au début de l'Indépendance. Un seul exemple : sur les sept membres togolais du premier gouvernement de la République autonome, en 1956, cinq étaient des anciens du cours complémentaire³.

Dans les annexes de l'ouvrage récemment publié par Tétévi Godwin Tété-Adjalo, *Histoire du Togo : la palpitante quête de l'Ablodé*⁴, est publiée⁵ la liste des lauréats selon leur rang de sortie⁶, de la promotion entrée en 1922 à celle entrée en 1948. Comme l'après-guerre correspond à une période nouvelle, très différente à tous points de vue des années du Mandat, on ne prendra en compte ici que les élèves recrutés avant octobre 1945, soit un total de 343 jeunes Togolais. Ceux-ci ont formé des promotions de 12 à 15 élèves par an de 1922 à 1927, puis 15 à 20 jusqu'en 1931. La crise économique et les restrictions budgétaires firent qu'on n'en recruta aucun en 1932 et en 1933. On recommença avec 6 en 1934, 8 puis 7 en 1935, 10 en 1936⁷, puis à nouveau une quinzaine par an jusqu'en 1941. Paradoxalement, les années de la seconde guerre mondiale voient un essor des effectifs : 29 en 1942, 22 à 26 de 1943 à 1946, qui vont ensuite s'envoler : 41 en 1947, 67 en 1948... Mais le contexte scolaire change alors si rapidement⁸ qu'il vaut mieux ne pas prendre en compte ces derniers recrutements. Nous pourrions suivre l'évolution des autres en les regroupant en ensembles de promotions assez homogènes : 88 élèves entrés au cours complémentaire entre 1922 et 1926, 82 entre 1927 et 1931, 70 entre 1934 et 1939, 103 entre 1940 et 1944.

¹ Ils seront bien obligés de le faire après la seconde guerre mondiale, mais dans un tout autre contexte, qui était précisément celui de la fin de la colonisation classique.

² Mais, on le verra plus loin, non la seule.

³ Et seulement 3 sur 8 dans le gouvernement de 1958, ce qui n'était bien sûr pas un hasard.

⁴ Paris, NM7-Éditions, collection Libre Afrique, 2000, 735 p. + 32 p. de photographies.

⁵ Pp. 475-482. L'auteur cite comme source initiale le Journal officiel de ces années-là. Les promotions n'étant pas toutes calées sur l'année scolaire traditionnelle, il arrive parfois qu'il y en ait deux par an. Pour identifier davantage ces élèves et leur devenir, on s'est appuyé sur les indications de l'auteur, sur le livre de Samuel Decalo : *Historical Dictionary of Togo* (Lanham, USA et Londres, The Scarecrow Press, (3^e éd.) 1996, 390 p.) et surtout sur la mémoire, la vaste connaissance du Togo et la patience inlassable de mon ami Emmanuel Ekoué-Toulon, instituteur retraité, qui trouvera ici l'expression de ma reconnaissance.

⁶ Notons que le succès des carrières ultérieures (y compris l'entrée à William-Ponty) ne correspondra guère à ce classement initial : les notations scolaires gardent toujours une part d'aléatoire.

⁷ Le cours de Lomé restant fermé, ces promotions-ci furent envoyées à l'école primaire supérieur Victor-Ballot de Porto-Novo. Lomé ne rouvrit ses portes qu'en 1938, symbole de l'autonomie que recouvrait petit à petit le Togo sous le gouvernement de Montagné.

⁸ Avec la transformation de l'école primaire supérieure en véritable collège moderne (puis lycée), l'ouverture des établissements secondaires catholique et protestant, et surtout l'offre de nombreuses facilités pour aller étudier directement en France, où les jeunes Togolais vont se précipiter.

Avec ces données, nous pouvons essayer de progresser dans plusieurs questions importantes pour l'histoire sociale du Togo : dans quelles mesures les nouvelles élites promues grâce à l'école sont-elles ou non les héritières des anciennes familles commerçantes de la côte ? Viennent-elles ou non des régions déjà scolarisées ? Quelles voies professionnelles ont-elles choisies, vers quels devenirs ?

II - LES ORIGINES GEOGRAPHIQUES DES ELEVES

Comme l'école primaire française d'Aneho avait été la première du Togo à conduire des élèves jusqu'au certificat d'études, à partir de 1920, les élèves de la région ont naturellement monopolisé les places à l'ouverture du cours complémentaire. Sur les 15 lauréats de la toute première promotion (1922-23), on compte deux d'Alméida (dont le major : Gratien d'Alméida), deux Johnson, un Lawson et un Boévi-Lawson, un Ajavon, un Wilson, un Sanvee : il est visible que les grandes familles d'Aneho ont massivement misé sur l'école des Français. On y trouve aussi Hubert Kponton¹, de Glidji, qui sera peu après le premier jeune Togolais à réussir le concours de l'école fédérale William-Ponty et qui deviendra plus tard une figure majeure de la vie intellectuelle du Togo, ainsi qu'un Diogo d'Agoué-Djigo (donc Dahoméen²) et un Mensah de Porto-Seguro. Dans la deuxième vague (1922-24), on compte de même, sur 12 lauréats, deux Lawson, un d'Alméida, un Sanvee, un de Souza, un Ekoué (de Glidji)... Ce n'est que dans les années suivantes que le recrutement va se diversifier quelque peu, et de plus en plus, comme en témoigne le tableau n° 1

La prépondérance des gens du Sud-Est, Guin-Mina, Afro-Brésiliens, Pla et Péda³, Nago et, bien plus tardivement, quelques rares Ouatchi⁴, s'est progressivement effritée : de 80 % pour la période 1922-26 à "seulement" 50 % une quinzaine d'années plus tard (avec une remontée à 62 % pendant la seconde guerre mondiale, sur des effectifs plus importants), mais elle est restée massive. Au total, c'est près des deux-tiers des lauréats du cours de Lomé qui sont venus de cette petite région, et qui occuperont plus tard une part éminente dans les élites togolaises à venir, comme le feront ensuite leurs propres enfants, jusqu'à nos jours : on a là une magnifique illustration de la notion de "privilège culturel", qui favorise durablement à la fois les familles qui ont fait ce choix et une région toute entière.

¹ Au 5ème rang : il a un peu embelli les choses dans ses souvenirs ultérieurs...

² La frontière est alors bien peu étanche, et les chassés-croisés nombreux. De fait, certaines personnalités togolaises, comme Samuel Aquereburu, ont été formées au Dahomey, et vice-versa : le futur président de la République du Bénin Nicéphore Soglo a été élève du collège de Lomé de 1946 à 1949.

³ Xwla et Xweda.

⁴ Sauf erreur, les tout premiers issus de cette population alors entièrement paysanne furent Noé Kutuklui (promotion 1937-39), futur avocat et homme politique de premier plan, puis le sociologue Nsoutan Agblémagnon (promotion 1942-45), futur cadre de l'UNESCO.

Tableau n° 1 : Origines géographiques des élèves

	1922-26	1927-31	1934-39	1940-44	Total
Guin-Mina, Afro-Brésiliens, Pla, Péda, Ouatchi	80 %	60 %	50 %	62 %	62 %
Anlo, Ewé du Sud-Est	1 %	5 %	10 %	2 %	4 %
Ewé du Kloto	-	4 %	13 %	5 %	5 %
"Adjalado" indifférenciés	6 %	7 %	10 %	12 %	9 %
Dahoméens	2 %	6 %	-	2 %	3 %
CENTRE (Ana-Ifé, Akposso...)	-	2 %	5 %	4 %	3 %
NORD (Bassar, Kabyé, Kotokoli, Losso, Tchokossi...)	-	4 %	3 %	7 %	4 %
Métis et Français	9 %	10 %	9 %	6 %	9 %
indéterminés	2 %	2 %	-	-	1 %
TOTAL	88	82	70	103	343

Devant un tel rouleau compresseur, la place laissée aux autres origines géographiques (pas toujours faciles à identifier, d'où le groupe appelé ici les "Adjalado indifférenciés", ceux dont les noms, très courants chez les Ewé, Mina, Adja, Anlo, etc., ne nous permettent pas de localiser plus précisément la provenance) était nécessairement restreinte¹. Les Ewé du Kloto, par exemple, si fortement scolarisés par les écoles missionnaires protestantes et catholiques à l'époque allemande, et qui formeront plus tard eux aussi une part très importante des élites intellectuelles togolaises, n'apparaissent au cours complémentaire qu'à partir du début des années 1930 (sauf erreur, le premier fut, en 1929, Emmanuel Gagli, futur médecin et ministre ; mentionnons aussi Gerson Kpotsra en 1935, qui sera lui aussi médecin et ministre), de même que les gens du Centre du Togo : Ana-Ifé d'Atakpamé (ville qui a elle aussi été dotée d'une école par l'occupant militaire français pendant la guerre), Akposso, Kpessi...

Se marque surtout le retard scolaire de la moitié septentrionale du pays, qui avait ignoré toute école moderne jusqu'en 1912. Les premiers "Nordistes" à accéder à l'enseignement secondaire ont été le Bassar Honoré Tchakorom en 1930, l'année

¹ Tout comme celle des enfants des Français de la ville, assez nombreux à partir du début des années 1930 pour avoir leur établissement primaire particulier (l'école dite encore aujourd'hui de la Marina, au Quartier administratif). On note qu'ils occupent le plus souvent les dernières places des promotions (ainsi le petit Jaffaux en 1926, Elise Haath en 1939 ou les deux filles du commandant Guillou -chef de la force armée au Togo- en 1945), alors que les jeunes métis sont souvent très bien classés, qu'ils soient de père français (Louis Fabre en 1931, André Michel et le futur RP Félix Nicolas en 1935, Léontine Pietri et le futur député Paul Brassier en 1938, Maurice Geay et Henri Carbou en 1941...) ou d'origine allemande (Nicolas Grunitzky en 1925, Hans Gruner -major de sa promotion en 1927- et Ernest Kruger -3ème la même année-, Nathan Boehm et Emile Zupitzer en 1928, Mlle Beauty Kentzler en 1942, Théodore Koehler en 1944...). Il est vrai qu'entre les jeunes métis et les rejetons des colonisateurs, le besoin de reconnaissance sociale n'était pas du tout le même.

suivante Mani Gnofam (également Bassar¹) et le Tchokossi Namoro Karamoko (ancien élève de l'école coranique, futur ministre à l'Indépendance²). Puis ce seront, en 1937, encore un Bassar : Gbati Djéri, en 1938 le Kotokoli Fousséni Mama (autre figure d'envergure nationale, notamment comme membre éminent de la communauté musulmane), en 1940 le Losso Léonard Ywassa (qui sera agronome et ministre), le Kabyè Antoine Méatchi (lui aussi agronome, futur vice-président de la II^e République) et le Bassar Adam Kérim, qui fera lui une carrière d'enseignant, tout comme son compatriote Tinankpa Babelème (major de la promotion 1941-44, et futur ministre), tandis que, tous deux recrutés en 1943, le Kotokoli Gibirila Sidi-Touré et le Kabyè Alexandre Nabédé choisiront la médecine...

On est là déjà en plein dans l'histoire ultérieure du Togo, tant politique que sociale. Avant de tourner cette page, remarquons surtout un fait très frappant : l'absence presque complète dans ces listes des gens de Lomé et des Ewé de ses environs³. C'est que les bonnes familles de Lomé (dont beaucoup étaient originaires de Gold Coast), qui avaient toujours pratiqué l'anglais et l'avaient retrouvé avec satisfaction pendant les six années d'occupation britannique, ont tout simplement retiré leurs enfants de l'école des Français quand, en janvier 1923, ceux-ci imposèrent le monopole de leur langue. C'est ce que raconte le RP Riebsstein (alors directeur de l'école catholique de Lomé), qui avait tenté en vain de dissuader l'Administration de commettre cette erreur : *"En 1923, raconte-t-il, l'anglais fut brutalement supprimé, avec le résultat que les hautes classes se vidèrent complètement, les élèves s'étant fait inscrire dans les écoles anglaises de la Gold Coast toute proche."*⁴ Et, de fait, pendant longtemps, les fils de l'aristocratie loméenne, s'ils font leur école primaire au Togo, seront très nombreux à poursuivre leurs études secondaires dans le territoire voisin⁵. Les grands notables de Lomé n'envoyèrent leurs enfants à l'école des Français qu'en nombre infime : on ne relève que deux des (très nombreux) fils du riche propriétaire Timothy Anthony, Ernest en 1929 et son frère Joseph en 1930, ainsi que le jeune Bruno Savi de Tové (fils du secrétaire du conseil des notables et journaliste officiel de l'Administration, président de l'Assemblée nationale au moment de l'Indépendance ; inspecteur des Finances, Bruno Savi de Tové sera ambassadeur et ministre) en 1937, et Mlle Christiane Olympio⁶ en 1943, unique représentante de cette famille si puissante et renommée⁷. De même, on trouve bien peu de Nago, alors que ceux-ci font partie des citadins les plus actifs dans les divers artisanats : Cosmas Dos Reis en 1927, Barthélemy Aguiar en 1939⁸... Les Ewé des villages devenus péri-urbains de Bè et d'Amoutivé sont eux aussi pratiquement absents (en particulier les familles des chefs

¹ Tous deux entreront dans la police.

² Il sera le doyen d'âge de la Conférence nationale en 1990.

³ Ce qui est également vrai des Ewé du Klouto, dont on a relevé le très petit nombre.

⁴ *Hommage au Père Emile Riebsstein*, Lomé, école professionnelle catholique, 1974, 20 p. (p. 12).

⁵ Notamment au collège d'Achimota, dans la banlieue d'Accra (noyau de la future université de Legon), créé par le brillant gouverneur Guggisberg, homologue et contemporain de Bonnacarrère, aussi ambitieux que lui pour son Territoire mais avec beaucoup plus de moyens.

⁶ Nièce de Sylvanus.

⁷ Quant au fils du prestigieux pasteur Andreas Aku, Martin, qui sera médecin et député nationaliste à Paris, il avait intégré le cours complémentaire, mais l'a quitté en 1928 pour aller continuer ses études en Allemagne.

⁸ Signalons quand même, major de la promotion 1945, Brigitte Brym (par la suite Mme Kekeh), qui sera la première femme magistrat du Togo.

Adjallé et Aklassou, alors très peu portés sur la modernité et donc encore moins sur l'école), hormis le futur enseignant Michel Adanlété en 1934. Au total, pas un Acolatsé, pas un Assah, pas un Homawoo, pas un Okloo, pas un Tamakloé...

Signalons quand même la présence parmi les lauréats de Lomé ou de sa proche région, dont le nombre s'accroissait petit à petit, de jeunes gens d'ascendance moins illustre, mais qui feront ensuite des carrières très honorables : le futur vétérinaire (et ministre) Paul Amegee en 1928, le futur médecin (et maire de Lomé) Robert Fiadjoe en 1934, le futur pharmacien (et président de la Chambre de commerce) Albert Djabaku¹ en 1936, Marguerite Thompson (future Mme Tréno, future secrétaire générale de la Chambre de commerce, puis avocate, et bien d'autres choses encore²) en 1937, le dentiste Charles Gharthey³ en 1943...

Cette coupure entre les élites éduquées selon les modèles français ou anglais sera l'une des clés -relative, car les "transfuges" furent innombrables, et les déterminations plus complexes- de la vie politique des années 1945 à 1970 : les Togolais de culture anglaise (parfaitement représentés par Sylvanus Olympio⁴) exprimeront vite et fort leur rejet du modèle français, qui n'avait pas façonné leur jeunesse, alors les anciens élèves formés par le cours complémentaire participeront surtout au courant modéré, le PTP⁵, que l'Administration coloniale avait suscité⁶, en l'imaginant fidèle puisque francophone. En fait, ce furent les dirigeants du PTP qui la manipulèrent sans cesse pour lui arracher toujours plus d'autonomie, le temps de bien se préparer à l'Indépendance (que les cadres, malgré leur culture toute française, ne souhaitaient pas moins ardemment que les militants du CUT). Posée en ces termes purement politiques, la stratégie scolaire française fut donc un échec total.

D'autre part, malgré ses efforts, la France n'a pas non plus réussi à combler le déséquilibre régional dont a tant souffert le Togo de l'Indépendance en matière de scolarisation, c'est-à-dire de possibilités d'accès aux fonctions dirigeantes⁷, ce qui

¹ Natif, lui, de Tsévié.

² Voir ses souvenirs in *Si Lomé m'était contée...* tome I, pp. 211-231.

³ Neveu du leader des Duawo Kobina Gharthey, condamné et exilé en 1933.

⁴ Dont l'itinéraire (commencé à l'école primaire catholique de Lomé) est très significativement différent de ceux d'un Senghor ou d'un Houphouët-Boigny, que leur formation a profondément enracinés dans l'univers culturel et politique français, de même que Nicolas Grunitzky (rappelons que ses deux grands adversaires politiques, Sylvanus Olympio et Anani Santos, lui sont étroitement apparentés par alliance : on reste bien là dans le même milieu social).

⁵ Cependant, parmi les leaders du PTP, ni Frédéric Brenner, ni Michel Segla, ni John Atayi ne sont passés par le "Petit Dakar", à l'inverse d'Hubert Kponton, le premier instituteur togolais sorti de William-Ponty, qui sera le secrétaire du député Martin Akou (et, le premier, lancera le mot d'ordre d'Indépendance, dès les années 1949-50), ou d'hommes comme Anani Santos ou Godwin Tété, figures de proue du nationalisme le plus radical...

⁶ Le 16 juin 1945, le gouverneur général de l'AOF, furieux des résultats de la commission consultative sur l'application au Togo de la Conférence de Brazzaville des 11 et 12 mai (où, à l'issue de "l'effort de guerre" détesté, les élites togolaises avaient manifesté toutes leurs réserves face à la France), télégraphie en personne au gouverneur Noutary : "*Tentez de susciter mouvement pro-français, en particulier chez les jeunes formés dans nos écoles.*" Cf. Y. Marguerat : "L'apparition de la vie politique (1940-1946)" in N. L. Gayibor (éd.) : *Les Togolais face à la colonisation*. Lomé, PUB, collection Patrimoines n° 3, 1994, 291 p. (ici p. 73). D'où le lancement, en octobre de la même année, du Parti Togolais du Progrès, ce dont se félicite explicitement l'Administration de Lomé dans son rapport politique confidentiel du 28 octobre 1945 (ibidem, p. 77).

⁷ Au cours des trois dernières décennies, la Région de la Kara a largement rattrapé son retard, mais

pèsera si lourdement sur sa vie politique. On a vu ici émerger les tout premiers intellectuels du Nord. Numériquement, ils pèsent bien peu devant la forte masse des lettrés du Sud, et en particulier ceux issus des grandes familles du pays guin-mina : sur les 343 lauréats de notre liste, figurent, entre 1922 et 1945, 22 Lawson¹ (autant que tous les originaires du Centre et du Nord réunis), 10 d'Alméida, 10 Johnson, 7 Ajavon, 7 Mensah, 4 Ekoué, Gbikpi et Sanvee, 3 Ayih, de Medeiros, Santos, Sitti, Wilson...² Cinq familles ont donné à elles seules 16 % des futurs cadres du Togo. De telles disparités ne pouvaient qu'être lourdes de menaces pour l'avenir.

Tableau n° 2 : Profession ultérieure des élèves

	1922-26	1927-31	1934-39	1940-44	Total
Administration	31 %	37 %	18 %	23 %	27 %
Enseignement	35 %	25 %	31 %	22 %	28 %
Santé	9 %	14 %	37 %	21 %	20 %
PTT, TP, etc.	17 %	19 %	7 %	26 %	18 %
Secteur privé	8 %	5 %	7 %	8 %	7 %
indéterminés/total	30/88	24/82	10/70	30/103	94/343

III - LES CHOIX PROFESSIONNELS

En créant le cours complémentaire, l'Administration voulait avant tout satisfaire ses propres besoins en cadres techniques moyens, car les titulaires du seul certificat d'études primaires ne pouvaient remplir toutes les fonctions dévolues aux autochtones. Les premiers diplômés furent donc nombreux à être embauchés par elle dès la fin de leur scolarité. Ce fut par exemple l'itinéraire de Georges Apédoh-Amah (de la promotion 1927-30), que Bonnacarrère embaucha à ses côtés en 1930, à l'âge de 16 ans, comme commis expéditionnaire et interprète des notables au palais des gouverneurs (où il reviendra beaucoup plus tard comme homme politique de tout premier plan³). Il fallait donc beaucoup de monde pour peupler la fonction publique, et en particulier l'enseignement et la santé (entre lesquels les affectations furent parfois autoritaires) ; il en fallait aussi pour les fonctions plus techniques comme les Poste-Télégraphe-Téléphone et les Chemins de fer.

Les besoins en personnel des compagnies commerciales passaient au second rang des priorités de l'administration. Logiquement, les firmes (dont les plus puissantes furent très longtemps les britanniques) ont surtout recruté parmi les diplômés formés en anglais en Gold Coast : là encore, on retrouvera, dans les années 1950-60, la coupure politique entre employés de commerce membres du CUT et

beaucoup moins la Région des Savanes (qui, on l'a vu, n'avait envoyé dans les années 1930 qu'un unique représentant au cours complémentaire : N. Karamoko).

¹ Dont un Boévi-Lawson. Bien sûr, cette famille est extrêmement nombreuse, mais n'oublions pas que son chef, le roi Lawson V, est alors le symbole même de l'alliance politique avec les Français.

² Dans les années 1945-48, il y aura encore 7 autres Lawson, 4 d'Alméida, 3 Ajavon, 2 Johnson, 2 Mensah...

³ Voir *Si Lomé m'était contée...* tome I, pp. 37-51, et tome II, pp. 273-294. Né à Ancho en 1914, il raconte être venu pour la première fois à Lomé en 1926, pour l'examen du certificat d'études (une centaine de candidats, 44 admis).

membres du PTP plutôt fonctionnaires (encore que le premier parti eût lui aussi compté d'innombrables militants parmi ceux-ci, mais l'inverse est beaucoup moins vrai).¹

Il est difficile, si longtemps après, de retrouver les devenir professionnels des anciens élèves du cours complémentaire. Celui de 27 % d'entre eux nous échappe complètement. Mais l'échantillon que représentent les 249 connus, même si de nombreuses erreurs sont possibles (d'autant plus qu'il y eut des changements d'orientation en cours de carrière²), est tout de même significatif. On a classé ici ces professions en cinq grandes catégories : l'administration générale (y compris la police, la magistrature, les douanes...), l'enseignement, les métiers de la santé, les fonctions para-publics techniques (poste, travaux publics et chemins de fer), enfin les autres : emplois dans le secteur privé ou professions libérales³. Le tableau n° 2 nous permet d'en voir les évolutions.

Comme on pouvait s'y attendre, les fonctions administratives et surtout enseignantes ont été les débouchés les plus importants pour les jeunes diplômés togolais, mais en nombre décroissant avec le temps, alors que la part des professions de la santé a augmenté. Les métiers techniques ont connu des variations sensibles, alors que le secteur privé est toujours resté remarquablement faible.

Toutefois, ces chiffres cachent d'importantes mutations sociales : si, initialement, les fonctions offertes sont toutes situées au bas de l'échelle, comme instituteur adjoint ou commis d'administration, elles permettront par la suite des promotions importantes (indépendamment de celles liées à la politique) et une notoriété flatteuse. Ne citons, parmi d'innombrables cas, que le policier Gabriel Fumey (promotion 1929-32), qui deviendra commissaire de police, Paul Brassier qui sera l'un des dirigeants de la Poste du Togo ou encore les enseignants Hubert Kponton (1922-23), déjà évoqué plus haut, Jean Sitti⁴ (promotion 1928-31), qui créera l'une des plus prestigieuses écoles privées de Lomé⁵, David Ananou⁶ (1931-34), qui sera aussi écrivain, peintre et organiste, et Christian d'Almeida (1942-45) qui, après avoir enseigné la physique-chimie dans des lycées de France, deviendra le premier proviseur du lycée de Tokoin et veillera sur les premiers pas de la future université de Lomé⁷.

¹ Tout ceci appelle maintenant des études précises, à l'échelle des individus eux-mêmes.

² Comme Marguerite Thompson-Trénou, passant de l'enseignement de l'éducation physique à la gestion (d'institutions internationales, puis de la Chambre de commerce), enfin à la robe d'avocat.

³ Y compris un prêtre, le RP Félix Nicolas (promotion 1935-38).

⁴ Celui-ci raconte qu'à sa sortie du cours complémentaire, l'administration scolaire n'avait pas assez de postes budgétaires pour lui en donner un (la crise économique avait commencé). Il avait donc trouvé un emploi à l'agence de Kpalimé de la firme commerciale anglaise G.B.-Ollivant. Apprenant cela, le gouverneur Bonnacarrère, qui connaissait personnellement sa famille, envoya une voiture le ramener d'autorité à Lomé et fit créer pour lui la fonction de "moniteur auxiliaire", début très modeste d'une carrière dont tous les échelons furent ensuite gravés à la force du poignet. Cf. *Si Lomé m'était contée...* tome I, pp. 53-66.

⁵ Actuel lycée de Nyékonakpoè.

⁶ Voir *Si Lomé m'était contée...* tome II, pp. 187-195.

⁷ *Si Lomé m'était contée...* tome III, pp. 97-116, déjà cité.

Mais c'est surtout la santé qui a permis les ascensions sociales les plus marquées (et souvent les plus visibles). L'école fédérale de Dakar (suivie, plus tard et pour les plus chanceux, d'un complément de formation en France), permit ainsi l'accès aux fonctions très admirées de médecin à une pléiade de jeunes Togolais : Emmanuel Gagli et Amen Lawson (promotion 1929-32), Salomon Clocuh (1931-34), puis surtout, après la crise du début des années 1930, Robert Fiadjoe (promotion 1934-36), Raphaël Ayih, Andréas Aziabé, Gerson Kpotsra, Pierre Mikem¹, Alex Ohin, David Sanvee (1935-37 et 1935-38), Joël Edoth, Carlos de Medeiros (1936-39), Paul Adjmagbo et Marc Atidé (1937-39), Rémy Agbémakpolé, Moïse Mensah et le futur dentiste Robert Franklin (1938-41), Jean Kekeh, qui sera le premier agrégé de médecine, et Valentin Vovor (1939-42), futur ministre et président de l'Assemblée nationale, etc. Il faut y ajouter les pharmaciens : Salomon Ahodikpé (longtemps maire d'Aneho), Albert Djabaku (premier pharmacien privé²), Francis Johnson et Michel Attiso (qui enseignera la pharmacie en France), et les vétérinaires Nathan Boehm et Paul Amegee... Et bien d'autres encore, qu'on ne peut tous citer ici : ils furent 20 dans les promotions recrutées de 1934 à 1939 et encore 14 pendant les années de guerre. Notons que près des deux-tiers provenaient d'Aneho et du Sud-Est.

Autre signe de cet engouement extrême pour la médecine, rappelons que deux des plus fameux notables de Lomé, le grand propriétaire, planteur et entrepreneur Octaviano Olympio et le pasteur Andréas Aku, infiniment moins riche mais très respecté de tous, envoyèrent leur fils acquérir le titre de docteur en Europe³, et que, parmi les quatre étudiants que l'Administration avait envoyés en France en 1927-28, deux avaient, on l'a dit, choisi cette profession. Tous les quatre, les Dr Pedro Olympio, Martin Akou, Robert Ajavon et Robert Akakpo, seront des personnalités politiques majeures de l'histoire du Togo, qui s'affronteront dans des camps opposés.⁴

Peu nombreux, les jeunes qui choisirent le secteur privé méritent aussi notre attention. Certains -dont on ne sait pas grand-chose- choisirent d'entrer dans une banque (comme les deux d'Alméida de la toute première promotion, Gratien et Victor, et Emmanuel Soly, 1938-41) ou dans les compagnies commerciales, comme François Amorin (promotion 1930-33, suivie de l'école William-Ponty), qui sera l'un des animateurs de la Juvento. Plus originaux furent ceux qui choisirent des professions libérales, en particulier celle d'avocat : Anani Santos (1925-27, puis bachelier en France en 1931), Noé Kutuklui (1937-39), Barthélemy d'Alméida (1942-45), de notaire (un seul : César Amorin, 1936-39), d'homme d'affaire, comme Emmanuel Sossah (1937-39), l'imprimeur Barthélemy Aguiar (1939-42) ou Blaise

¹ *Si Lomé m'était contée...* tome I, pp. 145-159.

² *Si Lomé m'était contée...* tome III, pp. 239-262.

³ En Allemagne et France pour le premier, Allemagne et Suisse pour le second.

⁴ Il nous manque une histoire fine de ce groupe social et politique des premiers médecins togolais, tout comme de celui des instituteurs.

Brym (1942-45), voire de femme d'affaire (Mme Beauty Kentzler-Guéard, de la même promotion)... Ces pionniers échappaient ainsi au moule de l'enseignement français, pour lequel la fonction publique est le débouché naturel -pour ne pas dire obligatoire- de la scolarisation générale, une attitude qui est loin d'avoir disparu des esprits.

Disons pour finir un mot de la place que prirent **les femmes** dans cette promotion par l'école. Elle ne pouvait être que modeste : les filles représentaient alors à peine 10 % des effectifs scolaires. Il faut attendre 1935 pour voir deux d'elles entrer au "Petit-Dakar", toutes deux des demoiselles Lawson, Sophie (qui deviendra Mme Boccovi) et Frida (Mme de Campos), qui sortiront aux deuxième et quatrième rangs des deux promotions recrutées cette année-là. Les jeunes filles seront désormais presque toujours présentes, bien qu'en bien petit nombre : une ou deux par an, parfois trois, comme en 1936 : encore une Lawson, Hélène (future Mme Creppy), Elise Haoth (une Française ?) et Marie Gbikpi (future Mme Sivomey¹), qui sera, trente ans plus tard, un remarquable maire de Lomé. L'année suivante, c'est Marguerite Thompson (Trénou), déjà évoquée ; en 1938, Louise de Medeiros (Vanlare) -qui, pour la première fois, enlève aux garçons le rang de major de la promotion- et Léontine Pietri (-Béhanzin) ; en 1939, Berthe Mensah (Lawson) ; en 1940, Angèle Venance (Quashie) -elle aussi classée première- et Esther Quadjovi (Eklou-Natey). En 1941, il n'y en a aucune, mais trois en 1942 : Beauty Kentzler (Guéard) et les deux petites Guillou ; en 1943, c'est Véronique Ananou (Maka) et Christiane Olympio ; enfin, en 1944, Imelda d'Almeida et Félicité Quashilé. Soit, sur ces dix années, 11 % des effectifs, mais avec deux têtes de promotion, une seconde place, une quatrième, deux septièmes... : des résultats plus qu'honorables.

Sur les seize jeunes Togolaises, au moins onze proviennent du Sud-Est : nouvelle illustration frappante de l'avance culturelle (et donc sociale) de la région. Nous ne connaissons les orientations professionnelles que de douze d'entre elles. A la sortie du cours complémentaire, sept choisirent l'enseignement², trois l'administration³, une seule la santé (sage-femme, la seule voie noble ouverte aux femmes), la dernière, en vraie Togolaise, se lança dans le commerce.

En conclusion, se confirme ainsi très nettement le privilège culturel de la région d'Aneho, où l'on avait su très tôt faire prendre aux enfants le chemin de l'école, et leur ouvrir l'accès aux fonctions les plus éminentes de la société. Mais, on le sait bien, depuis la fin du XIX^e siècle, la ville n'était plus la capitale politique ni

¹ *Si Lomé m'était contée...* tome I, pp. 183-197.

² Cette orientation fut en fait parfois autoritaire, surtout au milieu des années 1930, quand fut ouverte au Sénégal l'école normale de Rufisque pour les jeunes filles.

³ Marie Gbikpi, que sa santé avait empêché d'aller à Rufisque avec ses condisciples, dut se battre durement pour pouvoir passer (et réussir) le concours des commis d'administration -jusqu'alors réservé aux hommes- puis devenir inspectrice des impôts. Elle raconte avec fierté le rôle de pionniers de ces premières filles à pénétrer dans le sanctuaire du Savoir : *"L'une des premières bachelières du Togo m'a confié ceci : 'Vous avez été pour quelque chose dans ma vie. Quand je vous voyais passer en uniforme, avec le casque, je me disais : Moi aussi, je dois entrer dans cette école.' (...) Quand on nous voyait monter les marches de cette imposante bâtisse, ça impressionnait. Les gens restaient à nous regarder, tout surpris : 'Ah, vous voyez ? Ces filles sont au Petit-Dakar !' C'était un stimulant pour les autres filles."* (ibidem, pp. 184-185).

économique du Togo. Elle n'avait donc plus guère de débouchés à offrir à tant de compétences et d'ambitions : pour les exercer, il fallait partir à Lomé, ou ailleurs à travers un pays, là où s'accroissait partout la demande d'écoles, d'administration, de soins médicaux...

Inévitablement, la promotion scolaire, voie royale vers la réussite sociale, était donc aussi celle de l'exil hors de la région natale. Celle-ci fut ainsi largement vidée de ses meilleurs talents, appauvrie de ses hommes, mais elle fut aussi enrichie des réseaux que ses enfants partis au loin tissaient à travers l'espace national, et même bien au-delà¹.

Ce partage des ressources en compétences avec les autres régions, avec toutes celles qui n'avait pas été autant favorisées par l'histoire, n'était-il pas dès l'origine l'une des conditions de l'émergence d'une unité nationale ? Maintenant, un avenir harmonieux pour le pays passe nécessairement par l'effacement progressif des déséquilibres spatiaux générés par le très ancien "privilège culturel" du Sud-Est, afin qu'un jour, tous, partout, aient également la chance de faire s'épanouir leurs talents grâce à une scolarisation aussi poussée que possible.

LES DIPLÔMÉS DU COURS COMPLÉMENTAIRE DE LOMÉ (1922-1945)²

Nom	Prénom	Promotion	Rang	Origine	Fonction
ABIBOU	Alex	1929-32	2è	nago ?	
ACAKPO	Ecoué	1927-30	6è	mina	
ACAKPO	Kpadénou	1930-33	3è	péda	
ACOUÉTEY	Théodore	1943-46	2è	mina	Admin. (Justice)
ADAKPOÉ	Willy	1940-43	5è	éwé (Kloto)	Santé (pharma.)
ADAMA	Godfroy	1938-41	2è	mina	ingénieur
ADANDÉ	Alexandre	1929-32	19è	?	Santé (Dr)
ADJAMAGBO	Bernard	1942-45	12è	ifé (Atakp.)	
ADJAMAGBO	Paul	1937-39	6è	ifé (Atakp.)	Santé (Dr)
ADJÉVI	Symphorien	1926-29	10è	mina	Admin.
ADJIWANOU	Edouard	1944-47	2è	?	
ADOLPIE	François	1925-27	13è	métis fr.	
ADOTÉVI	Clément	1922-24	10è	mina	
ADOVI	Jean	1928-31	7è	mina	CFT
AFANDOMI	Cosme	1928-31	20è	fon	PTT
AFANGBON	Grégoire	1930-33	3è	mina	Commerce

¹ Il serait utile de lancer une analyse des Togolais de l'extérieur, partis nombreux dans les années 1940 et 50 comme cadres techniques moyens au service des grandes firmes commerciales, en particulier en Côte d'Ivoire (où ils furent si nombreux, avec les Dahoméens, que cela provoqua les émeutes xénophobes de 1958). D'où venaient-ils ? Par quelles filières ? A quoi utilisaient-ils l'argent gagné ? Autant de questions encore à étudier.

² gras : admis aux écoles fédérales de l'AOF, ou envoyé en France avant 1940

* : rôle politique important (ministre, député, ambassadeur, maire...)

italiques : femmes

Nom	Prénom	Promotion	Rang	Origine	Fonction
AFANGBON	Ignace	1942-45	13è	mina	CEET
AFANGBON	Thomas	1923-25	9è	mina	Enseign.
AFOUTOU	Maxime	1927-30	9è	mina	Enseign.
AGBAGLA	Alphonse	1942-45	16è	mina	Commerce
AGBÉGNÉGAN*	Jean	1930-33	6è	éwé (Agoèn.)	Admin. (douanes)
AGBÉZOUDO	Fiokou	1926-29	9è	anlo ?	
AGBÉZOUKÉ	François	1930-33	15è	mina	
AGBLÉMAGNON	Nsougan	1942-45	20è	ouatchi	Enseign. (sup.)
AGBODJAN	James	1926-29	1er	mina	Santé
AGUIAR	Barthélemy	1939-42	10è	nago	
AHADJIE	Kouadjovic	1939-42	6è	anlo	
AHODIKPÉ*	Salomon	1934-36	4è	mina	Santé (pharma.)
AHOLOU	Akovi	1929-32	8è	mina	
AJAVON	Charles	1942-45	19è	mina	Admin
AJAVON	Cyprien	1925-27	8è	mina	Admin
AJAVON	Ernest	1927-30	2è	mina	CFT
AJAVON	Frédéric	1922-23	15è	mina	Admin.
AJAVON	Julien	1944-47	1er	mina	
AJAVON	René	1926-29	13è	mina	
AJAVON*	Robert	1925-27	18è	mina	Santé (Dr)
AKAKPO*	André	1925-27	4è	mina	Santé (Dr)
AKOUÉTÉ	Bernard	1922-23	14è	mina	Enseign.
AKOUÉTÉ	Léon	1944-47	25è	?	
AKPOKLI	Charles	1929-32	16è	mina	Admin. (Police)
d'ALMÉIDA	Angelo	1922-24	12è	mina	
d'ALMÉIDA	Augustin	1939-42	13è	mina	
d'ALMÉIDA	Barthélemy	1942-45	2è	mina	avocat
d'ALMÉIDA	Christian	1942-45	17è	mina	Enseign.
d'ALMÉIDA	Emmanuel	1944-47	8è	mina	
d'ALMÉIDA	Gratien	1922-23	1er	mina	Banque
d'ALMÉIDA (-ATAYI)	Imelda	1944-47	9è	mina	
d'ALMÉIDA	Pierre	1939-42	12è	mina	Enseign.
d'ALMÉIDA (-EKUÉ)	Véronique	1937-39	12è	mina	Enseign.
d'ALMÉIDA	Victor	1922-23	12è	mina	Banque
AMAÏZO	Couévi	1923-25	12è	péda	Commerce
AMÉDÉGNATO*	Patrice	1943-46	6è	mina	Admin. (agron.)
AMÉGAN	André	1931-34	10è	pla	Admin.
AMÉNYAH	Godwin	1942-45	22è	éwé (Kloto)	PTT
AMÉGANVI	Louis	1928-31	1er	mina	Enseign.
AMEGEE*	Paul	1928-31	16è	anlo	Santé (vétér.)
AMÉNYAH	Benoît	1936-39	4è	éwé (Kloto)	PTT
AMÉTOWOU	Martin	1942-45	23è	?	Santé (dentiste)
AMÉVOR	Pierre	1944-47	4è	éwé (Kloto)	PTT
AMORIN	César	1936-39	2è	afro-br.	notaire
AMORIN	François	1930-33	11è	afro-br.	Commerce
AMOUSSOU	Kokou	1925-27	16è	mina ?	
AMOUZOU	John	1940-43	11è	mina ?	Commerce
ANANOU	David	1934-36	1er	pla	Enseign.
ANANOU	Maximin	1931-34	9è	pla	Admin. (Police)
ANANOU (-MAKA)	Véronique	1943-46	10è	mina ?	
ANDRÉ	Elias	1926-29	2è	métis fr.	
ANKRAH	David	1929-32	4è	mina	Enseign.
ANTHONY	Ernest	1929-32	12è	anlo	Santé (dentiste)
ANTHONY	Joseph	1930-33	2è	anlo	Santé
APALOO	Michel	1937-39	8è	anlo (Kloto)	Enseign.

Nom	Prénom	Promotion	Rang	Origine	Fonction
APÉDOH-AMAH*	Georges	1927-30	5è	mina	Admin.
APÉDOH-AMAH	Rudolph	1944-47	3è	mina	
ASSOGBA	Comlan	1931-34	2è	fon ?	
ASSOGBAVI	Michel	1941-44	2è	fon (Atakp.)	ingénieur
ATAKPAMEY	Victor	1934-36	5è	ifè (Atakp.)	Admin.
ATAYI	Emmanuel	1924-26	11è	mina	
ATIDÉPÉ*	Marc	1937-39	3è	éwé (Kloto)	Santé (Dr)
ATIOGBÉ	Jean	1923-25	6è	mina ?	
ATIOGBÉ	Joseph	1922-24	1er	mina ?	
ATSU	François	1944-47	5è	?	
ATTIOGBÉ	Emmanuel	1941-44	12è	mina	Enseign.
ATTISO	Michel	1939-42	3è	mina	Santé (pharma.)
AUBENAS	François	1935-37	3è	métis fr.	
AWU	Koffi	1939-42	8è	?	
AYIH	Emmanuel	1944-47	6è	mina	
AYIH	Frédéric	1929-32	1er	mina	Enseign.
AYIH	Raphaël	1935-38	4è	mina	Santé (Dr)
AZIABLÉ	Andréas	1935-38	6è	éwé (Haho)	Santé (Dr)
BABÈLÈME*	Tinankpa S.	1941-44	1er	bassar	Enseign.
BECKER	André	1925-27	12è	français	
BELOW	Joseph	1927-30	8è	nago(Atakp.)	Commerce
BOB	Etienne	1927-30	7è	?	
BOCCO	Eusèbe	1926-29	6è	(Dhy ?)	Enseign.
BOEHM	Nathan	1928-31	12è	métis all.	Santé (vétér.)
BOËVI	Jean	1922-23	3è	mina	Admin.
BRASSIER*	Paul	1938-41	11è	métis fr.	PTT
BRUCE	Cuthbert	1930-33	1er	mina	Admin.
BRUCE	Thomas	1923-25	8è	mina	PTT
BRYM	Blaise	1942-45	4è	nago	homme d'aff.
BYLL	Benjamin	1942-45	18è	nago	PTT
BYLL	Hillaire	1930-33	5è	nago	Admin.
CARBOU	Henri	1941-44	8è	métis fr.	TP
CHILLO	Eusèbe	1944-47	7è	mina	Admin.
CLOCUH	Salomon	1931-34	4è	mina	Santé (Dr)
COMBÉVI	Georges	1942-45	27è	mina	Enseign.
COMLAN	Paulin	1928-31	4è	péda	Admin. (Police)
CREPPY	Ezéchiél	1942-45	1er	mina	TP
DACKEY	Rémy	1938-41	6è	éwé (Kloto)	Santé (Dr)
DADJO	Julien	1931-34	13è	éwé (Kloto)	
DADZIE	Emmanuel	1939-42	11è	mina	Admin.
DAVID	Adolphe	1924-26	6è	mina	Admin.
DEDRY	Vincent	1923-25	1er	fon ?	CFT
DEGBOÉ	Gaspard	1927-30	15è	?	Admin.
DEVO	Mensan	1929-32	18è	péda	
DIOGO	Christophe	1922-23	6è	afro-br.	Enseign.
DJABAKU	Albert	1936-39	5è	anlo (Haho)	Santé (pharma.)
DJÉRI	Gbati	1937-39	7è	bassar	Enseign.
DOGBÉ	Godwin	1925-27	6è	éwé (Tgvil.)	Admin.
DOS REIS	Cosmas	1927-30	12è	nago	PTT
DOSSÉVI	Pierre	1924-26	1er	?	
DOSSOU	Gaston	1942-45	15è	mina	ingénieur
DOSSOUVI	André	1934-36	3è	mina	Police
DOVI	Jonathan	1923-25	13è	mina	CFT
DRAVIE	Paul	1942-45	11è	mina	Enseign.
ECOUÉ	Ayayivi	1929-32	13è	mina	

Nom	Prénom	Promotion	Rang	Origine	Fonction
ECOUÉ	Martin	1936-39	6è	mina	Enseign.
EDOH	Ignace	1923-25	15è	mina ?	Santé
EDORH	Joël	1936-39	7è	péda	Santé (Dr)
EDORH	Simon	1944-47	10è	mina	Commerce
EKLOU*	Paulin	1942-45	3è	ahlon	Admin.
EKOUÉ	Emmanuel	1944-47	11è	mina	PTT
EKOUÉ	Florentin	1922-24	8è	mina	
EKOUÉ	Hermann	1924-26	7è	mina	Admin.
ÈKOUÉ	Innocent	1944-47	12è	mina	Admin.
EPAGNA	Maufred	1923-25	10è	français ?	
EPHOÉVIGA	Charles	1926-29	4è	mina	PTT
FABRE	Louis	1931-34	8è	métis fr.	Admin. (douan.)
FIADJOE*	Robert	1934-36	2è	anlo	Santé (Dr)
FOLI	Louis	1943-46	20è	mina	
FOLI KUÉVI	Dominique	1943-46	11è	mina	Santé (Dr)
FOLIKPO	Kuassi	1926-29	11è	?	
FRANKLIN	Robert	1938-41	3è	mina	Santé (dentiste)
FUMEY	Arnold	1925-27	2è	mina	Enseign.
FUMEY	Gabriel	1929-32	11è	mina	Police
GABA	Jean	1922-23	11è	mina	Admin.
GABA	Nathaniel	1925-27	14è	mina	
GADAGBOÉ	Émile	1940-43	10è	mina	Santé (Dr)
GAGLI*	Emmanuel	1929-32	9è	éwé (Kloto)	Santé (Dr)
GHARTEY	Charles	1943-46	14è	anlo	Santé (dentiste)
GBIKPI	Benoît	1930-33	13è	mina	Admin.
GBIKPI (-SIVOMEY)*	Marie	1936-39	9è	mina	Admin.
GBIKPI	Norbert	1924-26	2è	mina	Admin.
GBIKPI	Vincent	1940-43	8è	mina	ingénieur
GEAY	Maurice	1941-44	3è	métis fr.	PTT
GERALDO	Nassirou	1938-41	7è	nago	Enseign.
GNOFAM	Mani	1931-34	1er	bassar	Police
GODFRIED	Auguste	1925-27	9è	métis all.	
GOKA	André	1944-47	13è	mina	
GOMEZ	Robert	1928-31	17è	mina	PTT
GONÇALVES	Antoine	1923-25	7è	afro-br.	PTT
GONÇALVES	Sébastien	1942-45	10è	afro-br.	Santé (pharma.)
GRUNER	Hans	1927-30	1er	métis all.	Enseign.
GRUNITZKY*	Nicolas	1925-27	7è	métis all.	ingénieur TP
GUILLOU	Françoise	1942-45	29è	française	
GUILLOU	Hélène	1942-45	28è	française	
HAOTH	Elise	1936-39	10è	française ?	
HESSA	Thomas	1925-27	15è	péda	
HONTONGBÉ	Gabriel	1942-45	8è	fon	
HONTONGBÉ	Hilaire	1943-46	8è	fon	
HOUÉDAKOR	Ambroise	1927-30	10è	mina	Enseign.
HOUÉDAKOR	Boniface	1942-45	25è	mina	Enseign.
HOUÉDAKOR	Mathias	1944-47	14è	mina	PTT
HOUÉNASSOU	Daniel	1928-31	18è	mina	Enseign.
HOUNSIHOUE	René	1943-46	15è	péda	
JACOB	Norbert	1928-31	10è	métis fr.	Police
JAFFEUX	Jean	1924-26	15è	français	
JOHNSON	Denis	1926-29	7è	mina	Enseign.
JOHNSON	Félix	1922-23	2è	mina	CFT
JOHNSON	Francis	1936-39	1er	mina	Santé (pharma.)
JOHNSON	Gabriel	1925-27	11è	mina	Enseign. et IFAN

Nom	Prénom	Promotion	Rang	Origine	Fonction
JOHNSON	Gabriel	1944-47	16è	mina	
JOHNSON	Georges	1926-29	3è	mina	Enseign.
JOHNSON	Hyacinthe	1944-47	15è	mina	
JOHNSON	Patrice	1931-34	7è	mina	Santé (Dr)
JOHNSON	Philippe K.	1922-23	9è	mina	Enseign.
JOHNSON	Robert	1926-29	8è	mina	PTT
KANGNI	Ignace	1924-26	12è	mina ?	
KARAMOKO*	Namoro	1931-34	6è	tchokossi	Enseign.
KÉMIDÉ	Gérard	1924-26	13è	péda	Commerce
KEKEH	Albert	1941-44	5è	ifé (Atakp.)	Enseign.
KEKEH	Jean	1939-42	1er	ifé (Atakp.)	Santé (Dr)
KENTZLER (-GUÉRARD)	Beauty	1942-45	7è	métis all.	femme d'aff.
KÉRIM	Adam	1940-43	13è	kotokoli	Enseign.
KÉTÉVI	Evariste	1928-31	6è	pla	CFT
KLOUSSÉ	Emile	1938-41	4è	?	
KOAJIOVI (-EKLOU-N.)	Esther	1940-43	12è	éwé (Kloto)	Admin.
KOEHLER	Théodore	1944-47	17è	métis all.	PTT
KOFFI	Antoine	1944-47	18è	?	
KOFFI	Ignace	1943-46	19è	?	Santé (dentiste)
KOFFI	Théodore	1938-41	13è	?	Admin
KOKOU	Louis	1927-30	4è	?	Admin.
KOMLAN	Lucien	1939-42	9è	éwé (Kloto)	Admin.
KOUANVIH	Laurent	1924-26	10è	mina	Enseign.
KOUÉGAN	Ambroise	1935-37	8è	mina	Admin.
KOUÉVI	Ayi	1941-44	10è	mina	Admin.
KOUÉVI	Kouassi	1928-31	11è	mina	Admin.
KOUKOU	Emmanuel	1942-45	5è	mina	ingénieur TP
KOUMAKO	Jacques	1944-47	19è	kpressi	Enseign.
KPODAR*	Simon	1930-33	8è	mina	Admin.
KPONTON*	Hubert	1922-23	5è	mina	Enseign.
KPONTON	Lucien	1924-26	4è	mina	Enseign.
KPOTI	Augustin	1942-45	21è	?	
KPOTSRA*	Gerson	1935-38	3è	éwé (Kloto)	Santé (Dr)
KRUGER	Ernest	1927-30	3è	métis all.	PTT
KUADJOVI	Cadmus	1922-23	8è	mina ?	Admin.
KUADJOVI	Salomon	1926-29	12è	fon ?	Enseign.
KUÉVIDJEN*	André	1940-43	3è	mina	Enseign.
KUÉVIDJEN	Ignace	1930-33	14è	mina	
KUTOWOGBÉ	Gerson	1937-39	9è	?	
KUTUKLUI*	Noé	1937-39	2è	ouatchi	avocat
LAURENZO	Faustin	1928-31	2è	afro-br.	PTT
LAWSON	Alphonse	1942-45	9è	mina	Santé (pharm.)
LAWSON	Amen	1929-32	7è	mina	Santé (Dr)
LAWSON	Bernardin	1922-24	9è	mina	CFT
LAWSON	Christian	1943-46	1er	mina	ingenieur
LAWSON	Daniel	1941-44	14è	mina	Santé (pharma.)
LAWSON	Ezéchiél	1930-33	7è	mina	
LAWSON (-de CAMPOS)	Frida	1935-38	2è	mina	Enseign.
LAWSON	Gabriel	1941-44	14è	mina	Enseign.
LAWSON	Jacob	1922-24	3è	mina	Enseign.
LAWSON	Jacob-Gabr.	1929-32	14è	mina	Enseign.
LAWSON	Joseph	1922-23	4è	mina	Admin.
LAWSON	Lazarus	1925-27	10è	mina	Admin.
LAWSON	Matthieu	1929-32	15è	mina	

Nom	Prénom	Promotion	Rang	Origine	Fonction
LAWSON	Pierre	1924-26	5é	mina	Enseign
LAWSON	Raphaël	1928-31	9é	mina	CFT
LAWSON (-BOCCOVI)	Sophie	1935-37	4é	mina	Santé (sage-f.)
LAWSON	Théophile	1924-26	9é	mina	Admin. (radio)
LAWSON	Théophile	1943-46	3è	mina	
LAWSON	William	1927-30	11é	mina	Enseign.
LAWSON	Woaly	1931-34	12é	mina	Admin.
LOCO	Gilbert	1931-34	5é	pla	
LOKO	Sébastien	1944-47	20é	pla	PTT
MABOUDOU	Couassi	1923-25	4é	fon ?	
MAMA*	Fousséni	1938-41	10é	kotokoli	Enseign.
MATTHIA	Antoine	1943-46	4é	mina	Santé (pharma.)
MEATCHI*	Antoine	1940-43	7é	kabye	Admin. (agron.)
de MEDEIROS	Carlos,	1936-39	3é	afro-br.	Santé (Dr)
de MEDEIROS	Frédéric	1943-46	5é	afro-br.	
de MEDEIROS(-VANLARE)	Louise	1938-41	1er	afro-br.	Enseign
MENSAH (-LAWSON)	Berthe	1939-42	7é	mina	Enseign
MENSAH	Emmanuel	1935-38	5é	mina	Admin.
MENSAH	Francis	1940-43	9é	mina	
MENSAH	Faustin	1938-41	11é	péda mina	Enseign.
MENSAH	Joseph	1922-23	7é	mina	Admin.
MENSAH	Moïse	1938-41	14é	anlo (Kloto)	Santé (Dr)
MENSAH	Paul	1939-42	5é	mina	Santé
MENSAH	Samson	1925-27	17é	mina	
MESSAN	Anani	1941-44	13é	mina	Admin.
MESSAN	Téko	1930-33	4é	mina	
MICHEL	André	1935-37	2é	métis fr.	
MIDIOHOUAN	Julien	1928-31	8é	fon	
MIKEM	Michel	1935-37	6é	mina	Enseign.
MIKEM	Pierre	1935-38	1er	mina	Santé (Dr)
MISSODEY	Pierre	1941-44	1er	ouatchi	Admin.
MIVEDOR*	Alex	1940-43	6é	mina	ing nieur TP
MOREIRA	Benoît	1925-27	3è	(Dhy)	Enseign.
NABÉDÉ	Alexandre P.	1943-46	17é	kabyè	Santé (Dr)
NICOLAS	Félix	1935-38	7é	métis fr.	prêtre
NOUTSOUGAN	Koami	1929-32	10é	?	
NOVIVO	Jean	1923-25	11é	mina	
N'SOUGAN	Gabriel	1938-41	8é	mina	Admin.
N'SOUGAN	Zoumavo	1931-34	3è	mina	Enseign.
NUGLOZÉ	Jean	1943-46	18é	?	
NYATÉPÉ	Harry	1922-24	6é	mina ?	
OGANÉ	Issifou	1944-47	21é	kotokoli	
OHIN*	Alexandre	1935-37	7é	anlo	Santé (Dr)
OLYMPIO	Christiane	1943-46	22é	afro-br.	
PARAÏZO	Edouard	1929-32	17é	afro-br.	Admin. (Justice)
PÉDANOU	Andréas	1923-25	14é	péda	Admin.
PÉDANOU	Frédéric	1930-33	9é	péda	
PIETRI (-BÉHANZIN)	Léontine	1938-41	9é	métis fr.	Admin.
PLAKTOR	Nestor	1942-45	24é	pla	Enseign.
PRINCE	Alex	1925-27	5é	mina	
QUADJOVIE	Christophe	1943-46	9é	mina	Santé (Dr)
QUASHILE	Félicité	1944-47	22é	?	
RAMSON	Setondji	1928-31	15é	?	
SADE	James	1923-25	2é	fon ?	CFT

Nom	Prénom	Promotion	Rang	Origine	Fonction
SANTOS*	Anani	1925-27	1er	afro-br.	avocat
SANTOS	Corneille	1924-26	14è	afro-br.	Commerce
SANTOS	Pedro	1928-31	19è	afro-br.	Admin.
SANVEE	Benjamin	1922-23	10è	mina	Admin.
SANVEE	David	1935-37	1er	mina	Santé (Dr)
SANVEE	Joseph	1928-31	3è	mina	
SANVEE	Robert	1922-24	4è	mina	Admin. (Justice)
SASSOU	Emmanuel	1942-45	26è	mina	Enseign.
SAVI de TOVÉ*	Bruno	1937-39	10è	éwé (Haho)	Admin.
SESSOU	Jean	1940-43	4è	pèda	Admin. (topogr.)
SIDI-TOURÉ*	Gibirila	1943-46	7è	kotokoli	Santé
SILÉTÉ	Jean	1943-46	21è	pèda	Admin.
SITTI	Gratien	1942-45	6è	mina	TP
SITTI	Jean	1928-31	14è	mina	Enseign.
SITTI	Jérémie	1935-37	5è	mina	Enseign.
SODJI	Augustin	1923-25	3è	mina	
SOLY	Emmanuel	1938-41	5è	?	Banque
SOSSAH	Arnold	1943-46	16è	mina	Enseign.
SOSSAH	Emmanuel	1937-39	1er	mina	homme d'aff.
de SOUZA	Etienne	1922-24	11è	mina	Santé
TCHACOROM	Honoré	1930-33	12è	bassar	Admin. (Police)
TÉKO	Alexandre	1922-24	2è	mina	Enseign.
TENERORI	Ange-Victor	1943-46	13è	français	
TESSY	Francis	1942-45	14è	mina	Admin.
TÉTÉ	Godwin	1944-47	23è	mina	Admin.
TÉTÉKPOÉ	Emmanuel	1943-46	12è	mina	Enseign.
THOMAS	Albert	1926-29	5è	?	
THOMAS	Daniel	1923-25	5è	?	
THOMPSON(-TRÉNOU)	Marguerite	1937-39	11è	anlo	Enseign. et div.
TOFFA	Francis	1941-44	4è	éwé (Zio)	Enseign.
TOMÉTY	William	1931-34	11è	anlo	
TOULÉASSI	Jean	1927-30	14è	akposso	Enseign.
TSOGBÉ	Joseph	1937-39	5è	éwé (Kloto)	Enseign.
VENANCE (-QUASHIE)	Angèle	1940-43	1er	mina	Enseign.
VIGNON	Paul	1924-26	3è	mina	Enseign.
VIVODI	Hermann	1922-24	7è	fon ?	
VOVOR*	Valentin	1939-42	2è	éwé (Kloto)	Santé (Dr)
WILSON	David	1944-47	24è	mina	
WILSON	James	1941-44	7è	mina	
WILSON	Godfroy	1922-23	13è	mina	
YAMAJAKO	Simon	1927-30	13è	fon	CFT
YWASSA*	Baguilm L.	1940-43	2è	losso	Admin. (agron.)
ZINSOU	Basile	1929-32	5è	fon	
ZUPITZER	Emile	1928-31	5è	métis all.	PTT

Sigles : CEET : Compagnie électrique ; CFT : chemins de fer du Togo ; (Dr) : docteur en médecine ; PTT : Poste, télégraphe, téléphone ; TP : travaux publics.

Sous la direction de
Nicoué L. GAYIBOR

COLLECTION « **PATRIMOINES** » N° 11

LE TRICENTENAIRE D'ANEHO ET DU PAYS GUIN

Actes du colloque international sur le tricentenaire du pays guin
(Aneho 18-20 septembre 2000)

Volume 2
SOCIETE, CULTURE ET DEVELOPPEMENT EN PAYS GUIN

PRESSES DE L'UB
Lomé, 2001

« PATRIMOINES »

Cette collection « **PATRIMOINES** » -au pluriel, car elle est ouverte à toutes les disciplines- est destinée à mettre à la portée d'un large public (enseignants, étudiants, chercheurs, responsables administratifs, experts, mais aussi simples citoyens curieux de connaître leur pays) des résultats de recherche jusqu'ici peu accessibles.

Car beaucoup de travaux de qualité restent confinés à des notes non publiées, à des mémoires à très faibles tirages, à des articles de revues dispersées dans le monde et introuvables au Togo... Bien des travaux, récents ou anciens, disparaissent ainsi des mémoires, alors qu'ils seraient très précieux aux recherches en cours. Bref, on assiste à un véritable gaspillage des acquis.

C'est pour les sauvegarder qu'a été créée la collection « **PATRIMOINES** », pour produire des textes de valeur sous une forme et avec un prix qui soient abordables pour tous.

Jean-Claude BARBIER

Nicoué L. GAYIBOR

Yves MARGUERAT

L'organisation du colloque ainsi que la publication des Actes ont été réalisées avec le soutien moral et financier de l'Université du Bénin, du Service Français de Coopération et d'Action Culturelle, de monsieur Gbondjidè Koffi Gervais DJONDO, de Nana Ohiniko QUAM-DESSOU XIV, du Prince Régent Laté Zodanou LAWSON-HETCHELLI, de l'Association pour le Développement de la Commune d'Aneho (ADECAN), de la Municipalité Aného, du Comité d'Organisation du Tricentenaire d'Aneho (COTA) et de dizaines de donateurs.

© PRESSES DE L'UB, Lomé 2000

BP. 1515 Lomé-Togo

ISBN 2-909886-48-4

© UB-Lomé

COMITE D'ORGANISATION DU COLLOQUE

Professeur	Adolé Isabelle GLITHO	Présidente
"	Nicoué GAYIBOR	Membre
MM.	Mawulé Magloire KUAKUVI	"
"	Michel Nbueke GOEH-AKUE	"
"	Ayi Assizangbé AMAVI	"
"	Adoté BLIVI	"
"	Serge GLITHO	

RAPPORTEUR GENERAL

Le comité d'organisation a bénéficié des services constants de MM. Bammoy NABE, Koffi SOSSOU, Essohanam ASSIMA-KPATCHA, Komlan KOUZAN, tous du département d'Histoire de l'UB.

COMITE SCIENTIFIQUE

Professeur	Nicoué GAYIBOR, UB, Lomé	Président
"	Komla NUBUKPO, UB, Lomé	Membre
"	Lébéné BOLOUVI, UB, Lomé	"
"	Ayéchoro AKIBODE, UB, Lomé	"
"	Robin LAW, Université de Stirling, Ecosse	"
"	Adam JONES, Université de Leipzig, Allemagne	"
"	Félix IROKO, UNB, Cotonou	"
"	Hunkpati CAPO, UNB, Cotonou	"
"	Simon-Pierre EKANZA, Université de Cocody, Abidjan	"
Monsieur	Yves MARGUERAT, Directeur de recherches, IRD, France	"